ANNEXE 3 : Stratégie du Congrès sur les droits humains

STRATÉGIE DU CONGRÈS SUR LES DROITS HUMAINS

Document approuvé par la commission de suivi lors de sa réunion du 4 juillet 2023.

STRATÉGIE DU CONGRÈS SUR LES DROITS HUMAINS (2023-2025)

Table des matières :

I.	INTRODUCTION	17
II.	OBJECTIF PRINCIPAL DE LA STRATÉGIE SUR LES DROITS HUMAINS.....	19
2.1	Protéger les droits humains au plus près des citoyens en renforçant la démocratie locale.....	19
2.2	Promouvoir la participation des autorités infranationales à la prise de décisions en matière de droits humains au niveau national	21
2.3	Promouvoir la démocratie participative en matière de droits humains aux niveaux local et régional	22
III.	PARTENARIAT ET SYNERGIES.....	23
IV.	MÉTHODOLOGIE (SUIVI, ÉVALUATION ET RESSOURCES).....	23

I. INTRODUCTION

1. Depuis sa création, le Congrès s'emploie activement à promouvoir et protéger les droits humains au niveau local. Cette action consiste notamment à garantir la démocratie et la bonne gouvernance au niveau local et régional, en contrôlant l'application de la Charte européenne de l'autonomie locale (STE n°122) et en effectuant régulièrement des missions d'observation des élections locales et régionales.

2. Le Congrès a adopté un large éventail de rapports, de résolutions et de recommandations visant à prévenir et à combattre les violations des droits humains au niveau local et régional. Le porte-parole du Congrès sur les droits humains a représenté le Congrès dans les forums internationaux afin d'évoquer les perspectives locales dans les discussions politiques sur les droits humains. Dans le cadre de ses activités de coopération, le Congrès fournit une assistance technique aux autorités locales et régionales concernant les droits humains dans les États membres du Conseil de l'Europe et au-delà.

3. En 2015, le Congrès a adopté la Déclaration de Graz sur la mise en œuvre des droits de l'homme, qui a posé le cadre conceptuel du Plan d'action du Congrès pour les droits de l'homme pour 2016-2017.

4. Depuis 2018, au titre de ce Plan d'action, le Congrès a produit une série de « *Manuels sur les droits humains pour les élus locaux et régionaux* », conçus pour apporter une aide pratique aux élus locaux et régionaux pour la mise en œuvre des droits humains.

5. Dans ses priorités politiques pour 2021-2026², le Congrès met en particulier l'accent sur la sensibilisation au respect des droits humains au niveau local, la lutte contre la corruption, la discrimination, la radicalisation, l'exclusion et la violence à l'égard des femmes et des enfants et la garantie de l'égalité de genre.

6. En 2022, le Congrès a adopté un rapport intitulé « Un droit fondamental à l'environnement : un enjeu pour les pouvoirs locaux et régionaux », dans lequel il souligne le rôle des autorités locales dans la réalisation du droit à un environnement propre, sain et durable. Le rapport encourage à lire la Charte européenne de l'autonomie locale sous l'angle des questions environnementales et appelle à l'élaboration d'un protocole

² Priorités du Congrès pour les années 2021-2026 : <https://www.coe.int/fr/web/congress/priorities-of-the-congress>.

additionnel à la Charte qui soulignerait le rôle des autorités locales dans la protection des droits humains, en particulier par la participation à la prise de décision sur les questions de protection de l'environnement.

7. En conséquence, le rôle des collectivités locales et régionales dans la mise en œuvre des droits humains est de mieux en mieux reconnu partout en Europe. Aujourd'hui, les autorités locales sont largement considérées comme ayant un rôle clé dans la réalisation des droits humains dans leur domaine de compétence. En outre, elles ont démontré leur ferme attachement au respect des droits humains face aux conséquences actuelles de la pandémie, à l'afflux massif de réfugiés, aux répercussions du changement climatique, à la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, aux crises du coût de la vie et de l'énergie et à d'autres défis actuels et émergents.

8. Néanmoins, tous les citoyens des villes européennes ne jouissent pas des mêmes droits humains. Les inégalités sociales croissantes, l'exclusion sociale et économique, le fossé de plus en plus marqué entre les villes et les campagnes, la discrimination, les discours de haine et les crimes de haine persistent. La corruption, la désinformation et la radicalisation viennent encore aggraver ces problèmes, ce qui montre que les droits humains ne sont pas encore pleinement respectés par tous.

9. La Cour européenne des droits de l'homme a statué régulièrement sur des violations de la Convention européenne des droits de l'homme (STE n°5) lorsque les actes illégaux et/ou des défauts d'action ont été commis par des autorités infranationales ou en leur nom.

10. Aussi reste-t-il vital de continuer de renforcer les droits humains à tous les niveaux de gouvernance, grâce à la contribution effective et durable des autorités locales. Les chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe ont confirmé cette vision dans la Déclaration adoptée lors du Sommet de Reykjavik des 16 et 17 mai 2023. Dans la déclaration, les signataires ont réaffirmé leur attachement aux valeurs et aux principes du Conseil de l'Europe et reconnu le rôle essentiel du Congrès dans la concrétisation de la vision de l'Organisation.³

11. La Déclaration de Reykjavik souligne le rôle essentiel de la gouvernance multiniveaux dans la protection des droits humains. Elle rappelle en outre⁴ que « les autorités (...) nationales et locales (...) portent la responsabilité de mettre en œuvre la Convention et de se conformer aux arrêts de la Cour » et invite les autorités nationales à renforcer la coopération avec les collectivités locales et régionales afin de faciliter le processus d'exécution des arrêts [de la Cour européenne des droits de l'homme] qui les concernent. En outre, la Déclaration appelle les dirigeants du Congrès à renforcer le dialogue politique avec les interlocuteurs nationaux respectifs sur la mise en œuvre des arrêts.

12. Afin de mettre en pratique les décisions prises lors du Sommet de Reykjavik et de faire face aux défis liés aux droits humains, le Congrès a besoin d'une stratégie globale et intégrée qui expose une vision stratégique claire de ses activités futures en matière de droits humains et d'État de droit, ainsi que des objectifs à long terme. Compte tenu de l'interdépendance des principes de la démocratie, des droits humains et de l'État de droit, et de l'importance de la contribution des autorités infranationales au respect de l'État de droit à leur niveau, la dimension "État de droit" des activités du Congrès fera l'objet d'un document distinct.

13. La présente Stratégie s'appuie sur l'acquis important du Congrès en matière de droits humains et rationalise ses efforts dans ce domaine afin de garantir une gouvernance démocratique et respectueuse des valeurs au niveau local.

14. Surtout, la mise en œuvre de la Stratégie permettra au Congrès, seule assemblée paneuropéenne de dirigeants locaux et régionaux, de contribuer au développement de collectivités pacifiques, justes et inclusives, offrant des chances égales à tous, où les citoyens vivent dans le respect mutuel, la dignité et la sécurité et où la violence et les conflits n'ont pas leur place. Tout cela est possible lorsque les droits humains sont pleinement respectés.

³ Voir la Déclaration de Reykjavik « Unis autour de nos valeurs », p. 3 et p. 9

⁴ Voir Annexe IV à of [Déclaration de Reykjavik « Unis autour de nos valeurs »](#), « Se réengager en faveur du système de la Convention, pierre angulaire de la protection des droits de l'homme au Conseil de l'Europe »

15. De même, la Stratégie a été conçue pour contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, compte tenu du lien entre la protection des droits humains au niveau local et notamment l'Objectif 11 pour des villes et des établissements humains ouverts à tous, sûrs, résilients et durables, l'Objectif 3 pour la bonne santé et le bien-être, l'Objectif 4 pour une éducation de qualité, l'Objectif 5 pour l'égalité entre les sexes, l'Objectif 6 pour une eau propre et un assainissement pour tous, l'Objectif 8 pour la croissance économique et un travail décent pour tous, l'Objectif 13 pour la lutte contre les changements climatiques et l'Objectif 16 pour la paix, la justice et la mise en place d'institutions efficaces à tous les niveaux.

II. OBJECTIF PRINCIPAL DE LA STRATÉGIE SUR LES DROITS HUMAINS

16. L'objectif général de la Stratégie est de contribuer à garantir et à renforcer la démocratie et la bonne gouvernance au niveau infranational grâce à la réalisation effective et à la jouissance égale des droits humains par tous les citoyens et dans toutes les collectivités, conformément aux dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme, de la Charte sociale européenne et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits humains.

17. Cet objectif sera atteint en donnant aux autorités locales et régionales les moyens de mettre en œuvre les normes internationales en vigueur en matière de droits humains, dans leurs domaines de compétence et en étroite coopération avec les autorités nationales, en soutenant la démocratie locale et la gouvernance démocratique au plus près des citoyens, conformément aux principes de la Charte européenne de l'autonomie locale.

18. Le Congrès renforcera la dimension des droits humains dans toutes ses activités, en mettant l'accent sur les objectifs stratégiques suivants :

2.1 Protéger les droits humains au plus près des citoyens en renforçant la démocratie locale

19. La démocratie et la bonne gouvernance démocratique au niveau local ne peuvent être garanties et renforcées sans une protection adéquate des droits humains par les autorités infranationales. Bien que le droit international des droits humains fasse peser sur les États l'obligation de protéger les droits humains et attribue la responsabilité internationale des violations de ces droits aux autorités centrales, dans la pratique de nombreux droits humains sont protégés et mis en œuvre au niveau local.

20. Les autorités locales exercent divers droits économiques, sociaux et culturels, notamment lorsqu'elles assurent des services publics en matière de santé, de logement, d'eau et d'assainissement. Elles mettent également en œuvre les droits civils et politiques, compte tenu d'une grande variété de compétences qui comprennent, sans s'y limiter, le droit de réunion pacifique et la liberté d'expression, l'accès à la justice, la mise en œuvre de politiques de non-discrimination et l'intégration de l'égalité de genre. De nombreuses décisions prises au niveau local, directement ou indirectement, peuvent renforcer ou entraver la jouissance des droits humains, en particulier lorsqu'il s'agit de personnes et de groupes vulnérables et marginalisés.

21. En outre, l'accélération de la décentralisation à l'œuvre dans certains pays étend les compétences des collectivités locales en matière de droits humains, tandis que la législation nationale de certains États exige explicitement que les autorités locales respectent les droits humains. Les actes illégaux et les manquements commis par les autorités locales continuent d'engager la responsabilité des États membres du Conseil de l'Europe pour les violations des droits humains, comme l'indiquent plusieurs arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme relatifs aux collectivités territoriales.

22. Pour prévenir les violations des droits humains, il est donc important de veiller à ce que les autorités locales, dans le domaine de leurs compétences, soient pleinement conscientes de la manière de remplir leur rôle en matière de protection des droits humains dans le cadre d'une bonne gouvernance démocratique au niveau local.

23. Le Congrès devrait renforcer ses activités en matière de protection des droits humains en améliorant la gouvernance démocratique au niveau local et régional. Cela suppose, notamment, de renforcer la capacité des autorités locales à protéger et mettre en œuvre les droits humains, la sensibilisation aux questions relatives aux droits humains et le cadre juridique au niveau local. Des efforts devraient également être faits pour s'assurer que des ressources suffisantes sont disponibles pour ces tâches importantes, en particulier dans les communes qui ont été durement touchées par les multiples crises récentes.

24. En outre, à titre de mesure préventive visant à réduire les violations des droits humains au niveau local, les autorités infranationales devraient être régulièrement informées des arrêts de la Cour européenne des droits humains et des recours efficaces.

25. Plus précisément, le Congrès contribuera à la mise en œuvre effective des droits humains au niveau local en informant les autorités locales de leurs obligations en la matière, en les encourageant à intégrer une approche fondée sur les droits humains dans leurs activités, politiques et programmes ordinaires et en fournissant une assistance technique pertinente pour l'adoption de mesures visant à promouvoir et à protéger les droits humains.

26. Il est tout aussi important de veiller à ce que les autorités locales appliquent les mêmes normes en matière de droits humains dans l'environnement numérique, compte tenu de l'impact croissant de l'IA et des évolutions technologiques sur la prestation de services au niveau local et régional.

27. Les actions du Congrès dans ce domaine viseront à :

a. s'assurer que par le biais de ses mécanismes de suivi, les autorités infranationales disposent d'un cadre juridique approprié ainsi que de compétences et de ressources financières suffisantes pour une gouvernance locale efficace, y compris dans le domaine des droits humains, conformément aux principes énoncés dans la Charte européenne de l'autonomie locale ;

b. renforcer l'expertise et l'éducation en matière de droits humains au niveau local et sensibiliser les élus locaux, leurs administrations et leurs associations à leurs devoirs et responsabilités en la matière ;

c. soutenir et maintenir une capacité institutionnelle suffisante des collectivités infranationales pour garantir que les droits humains puissent être protégés de manière adéquate à ce niveau ;

d. soutenir et promouvoir une gouvernance multi-niveaux afin de garantir le respect des droits humains à tous les niveaux ;

e. encourager les autorités locales à intégrer une approche fondée sur les droits humains dans leurs politiques et initiatives visant à prévenir et à traiter les violations de ces droits. Promouvoir l'adoption de plans d'action locaux sur les droits humains, en élaborant un programme local en la matière et le concept de « ville des droits humains » en vue de leur localisation ;

f. réaliser une analyse régulière des dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme le plus fréquemment violées au niveau local et formuler des recommandations aux autorités infranationales sur la manière de prévenir et de réparer les violations des droits humains, en étroite collaboration avec le service du Conseil de l'Europe chargé de l'exécution des arrêts ;

g. travailler en étroite collaboration avec le service du Conseil de l'Europe chargé de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme pour faciliter l'interaction et assurer la liaison avec les autorités infranationales concernées par les arrêts afin de contribuer à leur exécution ;

h. donner plus de visibilité au rôle des autorités locales dans la protection des droits humains ;

i. contribuer à l'établissement du registre international des pertes et dommages causés par la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine ;

j. promouvoir la protection des droits humains au niveau local dans les zones de conflit non réglé ou les territoires contrôlés par des autorités de facto ;

k. promouvoir et assurer la formation des élus locaux et régionaux et du personnel des administrations infranationales aux normes internationales en matière de droits humains ;

l. encourager les autorités infranationales à partager les meilleures pratiques en matière de mise en œuvre effective des droits humains, notamment en élaborant des outils et des lignes directrices pratiques (manuels) et en collectant et diffusant ces bonnes pratiques ;

m. encourager la coopération intercommunale et interrégionale en matière de droits humains.

2.2 Promouvoir la participation des autorités infranationales à la prise de décisions sur les droits humains au niveau national

28. Les autorités centrales ont le devoir d'informer dûment les collectivités infranationales de leurs obligations en matière de droits humains découlant de la législation nationale et/ou du droit international pertinents. Toutefois, même si ce devoir d'information est important, il ne suffit pas à assurer une mise en œuvre effective des droits humains au niveau local. D'autres mesures concrètes sont nécessaires pour garantir la mise en œuvre pratique, de la part des collectivités infranationales, de leurs obligations en matière de droits humains.

29. Il convient de rappeler que les autorités locales sont également « titulaires de droits » vis-à-vis des autorités nationales, puisqu'elles ont le droit d'être effectivement consultées sur toutes les questions qui les concernent, conformément aux exigences de la Charte européenne de l'autonomie locale. Pour que les autorités locales soient en mesure d'exercer pleinement ces droits, elles doivent non seulement recevoir en temps utile des informations pertinentes sur les questions qui les concernent, notamment la protection des droits humains, mais également être traitées comme des partenaires stratégiques et opérationnels à chaque étape de la prise de décision au niveau national, depuis la conception des stratégies, plans d'action et politiques nationaux en matière de droits humains jusqu'à leur mise en œuvre pratique, au moyen d'un suivi adéquat et de comptes-rendus sur la mise en œuvre.

30. En outre, il est essentiel, pour une mise en œuvre effective et durable des droits humains à tous les niveaux, de développer un esprit de partenariat et l'appropriation locale des politiques nationales en la matière. Cela contribue à l'instauration d'une culture des droits humains fondée sur l'initiative locale et à l'amélioration de la qualité de vie de tous sur la base des normes relatives aux droits humains.

31. En outre, lorsque les autorités locales participent de manière effective au processus décisionnel national, elles peuvent alerter efficacement les autorités nationales sur les préoccupations liées aux droits humains et, de cette manière, agir en tant que mécanisme d'alerte précoce sur les besoins émergents et les menaces potentielles en matière de droits humains. En tant que niveau de gouvernance le plus proche des citoyens, les autorités locales et régionales ont une connaissance et une compréhension inestimables des conditions locales. En outre, elles bénéficient d'une proximité physique et culturelle, ce qui leur permet de répondre plus efficacement aux besoins et aux préoccupations spécifiques de la population locale.

32. Les actions du Congrès dans ce domaine viseront à :

- a. encourager les autorités nationales à transposer au niveau local les recommandations, les résolutions, les normes et les meilleures pratiques de mise en œuvre des droits humains internationalement reconnus ;
- b. promouvoir l'élaboration de principes directeurs pour les collectivités locales en matière de droits humains, en tenant compte des différentes compétences locales concernant la protection de ces droits ;
- c. protéger et soutenir la participation directe des représentants des autorités locales et de leurs associations à l'élaboration de la législation, des politiques et des cadres stratégiques nationaux relatifs aux droits humains, conformément aux exigences de la Charte européenne de l'autonomie locale en matière de consultation ;
- d. encourager les autorités nationales à engager un dialogue et à renforcer la coopération avec les autorités locales et régionales aux fins du suivi de la mise en œuvre au niveau national des engagements internationaux en matière de droits humains, notamment en facilitant l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme qui concernent les autorités infranationales, et pour l'établissement de rapports pertinents tant au niveau national qu'au niveau international ;
- e. promouvoir l'intégration des perspectives locales dans l'élaboration des normes juridiques internationales relatives aux droits humains et contribuer au processus de Reykjavik au sein du Conseil de l'Europe par la participation au Comité de Reykjavik sur l'environnement et les droits humains (à créer).

2.3 Promouvoir la démocratie participative sur les droits humains aux niveaux local et régional

33. Il est essentiel de placer les citoyens et leurs droits au cœur des politiques locales et de leur mise en œuvre pour assurer une bonne gouvernance démocratique et la pleine réalisation des droits humains au niveau local. Les autorités locales sont le niveau de gouvernance le plus directement accessible et généralement celui qui jouit du plus haut niveau de confiance. Elles peuvent identifier les besoins des citoyens et répondre aux demandes de la société de manière rapide et efficace.

34. Une communication ouverte et efficace entre les autorités locales et les résidents sur tous les sujets, et en particulier sur les droits humains, garantit la cohésion des sociétés. Elle peut contribuer à résoudre de nombreux problèmes sociétaux, tels que les mouvements anti-droits et anti-migration, la désinformation et les « fake news », les discours de haine, le sexisme, la discrimination et l'aggravation de la fracture sociale.

35. Les autorités locales peuvent contribuer à l'instauration d'une culture des droits humains dans leurs villes et collectivités, en sensibilisant le public aux droits humains et en trouvant des solutions fondées sur les principes d'égalité, de respect, de sensibilité au genre et d'inclusion, tout en donnant plus de pouvoir aux groupes qui ont souvent été laissés à l'écart ou marginalisés. Lorsque les élus locaux montrent l'exemple en respectant les droits des citoyens et se font les défenseurs des droits humains, ils contribuent à contrer la méfiance croissante du public à l'égard des institutions démocratiques.

36. Par conséquent, les autorités locales devraient être encouragées à promouvoir les droits humains en diffusant des informations fiables à leur sujet et en garantissant une participation effective et significative de toute la population aux affaires publiques locales. Cela devrait se faire en coopération avec un large éventail d'acteurs, parmi lesquels la société civile, les organisations religieuses, le secteur privé et les défenseurs des droits humains. Des efforts supplémentaires devraient être déployés pour atteindre le public des femmes et des jeunes ainsi que les groupes les plus pauvres et les plus marginalisés.

37. En outre, les États membres devraient être encouragés à ratifier le Protocole additionnel à la Charte européenne de l'autonomie locale sur le droit de participer aux affaires des collectivités locales (STCE n° 207)⁵.

38. Les actions du Congrès en matière de promotion de la démocratie participative viseront à :

a. encourager les autorités locales à impliquer les citoyens et à renforcer leur participation à la prise de décision sur les droits humains au niveau local au moyen de campagnes de sensibilisation, de consultations publiques, de conseils de citoyens et d'autres formes de démocratie participative et délibérative ;

b. promouvoir la participation active de la société civile et des autres acteurs concernés à la planification des actions en faveur des droits humains et à leur mise en œuvre au niveau local ;

c. veiller à ce que les autorités locales garantissent l'égalité d'accès à l'information sur les droits humains ; promouvoir la diffusion auprès des citoyens d'informations pertinentes sur leurs droits ;

d. promouvoir l'adhésion des États membres du Conseil de l'Europe qui ne l'ont pas encore fait au Protocole additionnel à la Charte sur le droit de participer aux affaires des collectivités locales ;

e. veiller à ce que les technologies numériques soient utilisées au niveau local de manière responsable, dans le respect des droits humains ;

f. promouvoir un aménagement du territoire et une gouvernance urbaine durables, participatifs et socialement inclusifs, fondés sur les droits humains et les normes de protection de l'environnement, dans l'intérêt de tous les habitants ;

g. encourager la mise en place de mécanismes de recours indépendants au niveau local et régional, tels que des médiateurs locaux, sur la base des Principes sur la protection et la promotion de l'institution du médiateur (« Les Principes de Venise ») afin d'aider les autorités locales à respecter leurs obligations en matière de droits humains ;

h. mettre en place un réseau/une plateforme de mécanismes de recours indépendants au niveau local.

⁵ À ce jour, 21 États membres ont ratifié le Protocole additionnel.

III. PARTENARIAT ET SYNERGIES

39. Les objectifs définis dans la présente Stratégie seront mis en œuvre en coopération étroite avec les partenaires extérieurs du Congrès, les institutions internationales et les associations nationales de pouvoirs locaux et régionaux des États membres du Conseil de l'Europe.

40. Le Congrès s'efforcera de développer la mise en réseau et de faciliter la coopération et les échanges d'expériences et de bonnes pratiques, afin de soutenir les efforts internationaux visant à promouvoir les droits humains au niveau local, avec l'Agence des droits fondamentaux de l'UE, le Comité européen des régions, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), l'OSCE/BIDDH, l'OCDE ainsi que d'autres organisations internationales et ONG s'occupant des droits humains.

41. En tant que porte-parole de 130 000 collectivités locales et régionales européennes, le Congrès veillera à ce que la dimension locale et la position commune des autorités infranationales soient dûment prises en compte par les différents forums et plates-formes internationaux lorsque les questions relatives aux droits humains seront examinées. À cet égard, les réseaux d'institutions de médiation aux niveaux local et national peuvent également être de précieux partenaires du Congrès.

42. La visibilité des activités du Congrès dans le domaine des droits humains sera renforcée au moyen d'une communication efficace à l'échelle internationale.

43. En outre, le Congrès s'emploiera en particulier à renforcer la capacité d'initiative multilatérale des collectivités locales et régionales dans un large éventail d'activités liées aux droits humains, comme la localisation des ODD. Le Congrès soutiendra les initiatives locales visant à renforcer la diplomatie des villes et la coopération internationale entre les villes en matière de droits humains afin d'assurer une protection plus efficace de ces droits.

44. Outre le renforcement de la coopération avec les partenaires extérieurs, la mise en œuvre de la présente Stratégie nécessitera une coopération renforcée et plus ciblée au sein de l'Organisation, en particulier avec les entités du Conseil de l'Europe s'occupant des droits humains, notamment la Cour européenne des droits de l'homme, la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, la Commission de Venise et le Service du Conseil de l'Europe en charge de l'exécution des arrêts.

IV. MÉTHODOLOGIE (SUIVI, ÉVALUATION ET RESSOURCES)

45. Sous réserve des décisions ultérieures du Président et du Bureau du Congrès, les mesures et activités concrètes visant à mettre en œuvre la présente Stratégie seront détaillées dans un plan d'action relatif aux droits humains qui sera élaboré ultérieurement.

46. Le porte-parole du Congrès sur les droits humains, dont les fonctions sont susceptibles d'évoluer, pourrait être chargé d'évaluer les résultats de la Stratégie et du plan d'action dans un rapport d'évaluation pertinent. Celui-ci pourrait être établi sur la base de la méthodologie de collecte et d'analyse des données et des indicateurs pertinents établis dans le rapport de 2011 du Congrès « Développer des indicateurs pour la sensibilisation aux droits de l'homme aux niveaux local et régional ».

47. Un événement pourrait être organisé pour dresser le bilan de la mise en œuvre du plan d'action relatif aux droits humains, recenser les enseignements tirés pendant la phase de mise en œuvre et élaborer des propositions de mesures de suivi.

48. Le Groupe d'experts indépendants pourrait être associé, si nécessaire, à la collecte et à l'analyse de données sur les droits humains au niveau national. En outre, les questions relatives aux droits humains au niveau local demeureront l'un des points examinés dans les rapports de suivi pays par pays sur la mise en œuvre de la Charte européenne de l'autonomie locale, qui alimenteront les activités du Congrès dans ce domaine.

49. Selon les implications potentielles de la mise en œuvre de la Stratégie en matière de droits humains sur le champ d'activité du Congrès, le Secrétaire général du Congrès pourra décider d'étudier la possibilité de renforcer les ressources du Secrétariat consacrées à la promotion et à la protection de ces droits au niveau local. De nouvelles ressources budgétaires devront peut-être être mobilisées.